

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 17 MARS 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/146</b>  <b>PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 70 000 € A L'ASSOCIATION ITINOVA POUR L'ANNEE 2025 AVEC L'ETAT - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

Mme Nathalie BICAIS.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/146**

**BUREAU DU 17 MARS 2025**

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE  
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 70 000 € A  
L'ASSOCIATION ITINOVA POUR L'ANNEE 2025 AVEC  
L'ETAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024 relative à la signature de la convention avec l'Etat pour le Plan Logement d'Abord 2,

**VU** la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

**VU** la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

**VU** la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le Plan Logement D'Abord 2 Métropolitain,

**VU** l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 11 mars 2025,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'habitat et de solidarité, la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement D'Abord » et de ses actions,

**CONSIDERANT** que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, l'Etat et la Métropole ont formulé un objectif de structuration et de mise en œuvre d'une observation sociale partagée et dynamique, dite « Démarche Synchro » visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire afin de créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation sur le territoire en termes de besoins de logement et de relogement et qu'il a été choisi de confier l'hébergement et le copilotage de cet outil « Démarche Synchro » au Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) porté par l'association ITINOVA,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, l'association ITINOVA déploie l'action « Plateforme LDA de coordination et de mutualisation logement »,

**CONSIDERANT** que cette action consiste à renforcer et à organiser l'observation sociale, le pilotage et la coordination des parcours résidentiels et des parcours d'accompagnement de toutes les personnes sans domicile, dans le cadre de la « Démarche Synchro », qu'il s'agit d'une démarche visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire afin de créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation sur le territoire en termes de besoins de logement et de relogement,

**CONSIDERANT** que cette « plateforme LDA », créée dès le démarrage du premier Plan LDA métropolitain, est pilotée par l'association ITINOVA en tant que Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) qui assure l'interface partenariale permettant de coconstruire les parcours d'accompagnement et d'accès au logement avec l'ensemble des acteurs locaux (services de l'Etat, collectivités territoriales, associations, bailleurs sociaux, représentants des personnes accompagnées...),

**CONSIDERANT** qu'il est proposé de soutenir cette action et de régler les modalités de ces partenariats par voie contractuelle,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** à l'association ITINOVA une subvention de 70 000 € au titre de l'année 2025.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-annexée et **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat avec L'ETAT et l'association ITINOVA.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

#### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**Convention annuelle d'objectifs 2025**  
**entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'Etat et ITINOVA dans le**  
**cadre du plan Logement d'Abord 2 – objectifs relatifs aux rôles**  
**d'observation et d'orientation du SIAO : la plateforme Logement d'Abord**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n°            en date du

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et pour l'Etat**

L'Etat représenté par Philippe MAHE, Préfet de département du Var,

**Ci-après désigné « L'Etat »,**

**Et**

- L'association **ITINOVA** régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège à Tour Part-Dieu, 129 rue Servient, 69003 Lyon représentée par le Président dûment mandaté, Monsieur Jacques DUPOYET habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

**Ci-Après désignée « L'Association »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

La Métropole, soutenue par l'Etat et les partenaires institutionnels et opérationnels du territoire, s'est engagée comme territoire de mise en œuvre accéléré du *Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme* en 2021. L'objectif général est de lutter contre le sans-abrisme, le mal logement, la précarité ; et de favoriser l'insertion durable des personnes à partir de l'accès ou du maintien dans le logement. Elle a déployé un premier plan Logement d'Abord (LDA) de 2021 à 2024.

Le pilotage de la politique du Logement d'abord a fait l'objet d'une évolution majeure avec la création du Service public de la rue au logement. Ce service public marque la volonté de proposer une réponse agile, efficace et territorialisée adaptée au contexte local.

L'un des opérateurs majeurs de ce service public est le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), réaffirmé comme la clé de voûte du Service public de la rue au logement au niveau local. En ce sens il met en œuvre les orientations et décisions de l'Etat en matière d'hébergement et d'orientation des ménages sans domicile.



Outil opérationnel partagé de la politique du Logement d'abord, le SIAO est l'interface partenariale qui permet de coconstruire les parcours d'accompagnement et d'accès au logement avec les services de l'Etat, les collectivités territoriales, les associations et les bailleurs sociaux, et les représentants des personnes accompagnées, dans l'exercice de leurs compétences et missions respectives en matière de lutte contre l'exclusion. Il organise à ce titre le pilotage des parcours résidentiels et des parcours d'accompagnement de toutes les personnes sans domicile.

Conformément aux orientations nationales et aux besoins et objectifs de son territoire, la Métropole s'engage dans le Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2 \_2024-2027), soutenue par les services de l'Etat (Dihal<sup>1</sup> et DDETS du var).

Le plan LDA 2 métropolitain s'articule autour des trois axes du plan national pour *le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme* (2024-2027) :

- Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité
- Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations
- Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal ; projet validé en septembre 2024.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

1. La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
2. L'interconnaissance et la connaissance
3. L'efficacité de l'accompagnement global
4. Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
5. Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels (DDETS, CD 83, CAF, ARS, ...) et acteurs opérationnels. Elles s'articulent avec celles du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées dans des fiches actions (FA).

La présente convention, fait suite à celles signées dans la cadre du Plan LDA 1, concernant le soutien au SIAO dans son rôle d'observation sociale et de service d'orientation.

La convention signée avec l'association ITINOVA, s'inscrit dans l'axe 3.4 du plan Logement d'Abord 2 national et territorial : « *Faire des SIAO les pivots des parcours d'accompagnement vers et dans le logement* ». L'action s'intitule : *Une plateforme de coordination et de mutualisation logement* (FA 7).

---

<sup>1</sup> Dihal : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au logement



Le Département partenaire majeur dans la candidature du plan "Logement d'abord" Métropolitain, souhaite poursuivre un partenariat technique dans lequel les services compétents pourront ainsi être mobilisés au regard des thématiques soulevées.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'association ITINOVA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration et tel qu'il est présenté dans l'annexe I.

Les objets de la convention sont :

1. La continuité de la plateforme de coordination et d'accompagnement vers le logement, dite « *plateforme LDA* » (PTFA – LDA) : notamment par la reconduction des postes de coordinatrices LDA, concourant au fonctionnement de la plateforme :
  - coordination des actions visant la sécurisation des parcours logement des bénéficiaires auprès des partenaires.
  - poursuite du plan d'action et développement de la plateforme (coordination dédiée aux publics, coordination dédiée aux partenaires, observation sociale, actions de formations à l'attention des professionnels, ...).

Dans le cadre de la plateforme LDA et plus généralement du SIAO, l'association mobilise ses professionnels afin d'accompagner au mieux les publics jeunes dans le cadre du Parcours Logement Insertion Jeune (PLIJ) mis en place par la métropole.

2. Le portage technique par ITINOVA – service SIAO de l'outil d'observation sociale dynamique créé dans le cadre des plans LDA 1 et 2 métropolitains, outil nommé « *Démarche Synchro* », en partenariat avec les services de l'Etat, et l'association Action Tank qui est le développeur de l'outil.

Il s'agit d'une démarche visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire, afin de créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation sur le territoire en termes de besoins de logement et de relogement.

**La présente convention autorise les partenaires, la Métropole, l'Etat, ITINOVA, à signer toute convention de cadrage ou technique nécessaire à la mobilisation de données, et à l'exploitation de l'outil d'observation sociale « *Démarche Synchro* ».**

3. Plus généralement, l'association mobilise ses professionnels pour participer aux formations et séminaires évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs au plan LDA métropolitain.

## ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année (2025) /Elle est conclue pour une durée de (12 mois).

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole et l'Etat, notamment en apposant leurs logos sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, **l'association ITINOVA** à hauteur de 70 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal/imputation budgétaire : compte 65748.1 dans l'opération 5219.

Le concours apporté à la réalisation du projet provient d'un financement spécifique du Plan Logement d'Abord validé annuellement par la Dihal.

La Métropole TPM poursuit son engagement dans la gouvernance du SIAO, aux côtés de l'Etat, du Département et des partenaires opérationnels.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **70 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- ☞ 100 % à la notification de la convention

**L'association ITINOVA s'engage à produire :**

- ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs définis dans le plan de développement de la plateforme LDA et relatifs aux objectifs précités.

Les indicateurs sont en partie ceux identifiés de la fiche action 3 *Assurer la coordination stratégique et opérationnelle des acteurs - Faire des plateformes (PF ou PTFA) un véritable levier de coordination*, intégrée à la feuille de route du SIAO pour la période référencée.

### **Indicateurs quantitatifs :**

- Nombre de PTFA
- Nombre de formation LDA
- Nombre de groupes de travail menés par le SIAO pour fédérer autour des enjeux LDA
- Nombre de plateaux techniques
- Nombre de personnes en file active
- Nombre de fiches saisies par les partenaires via la fiche, et via le Système d'Information (SI)
- Nombre de mesures d'accompagnement déclenchées

### **Indicateurs qualitatifs :**

- Etude des refus de logement social
- Mise en œuvre du programme SynchrØ
- Etude de la file active : typologie des ménages, type d'habitat, prescripteurs, ressources, etc.
- Mobilisation des partenaires présents aux PTFA

### **Indicateurs d'impact :**

- Mobilisation des personnes accompagnées relevant du LDA pour participer aux différentes instances



Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association fournira un rapport d'activité au plus tard 2 mois après la fin de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

La Coordinatrice du Plan Logement d'Abord exerce le suivi et l'évaluation de l'action menée par l'association ITINOVA.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour une durée de **12 mois**, dans le cadre des objectifs et des financements du Plan Logement d'Abord 2. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.



### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en trois exemplaires, à Toulon, le .....

Pour l'Etat,

Le Préfet du  
département du var,

Philippe MAHE

Pour la Métropole,

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Pour ITINOVA,

Le Président de l'association,

Jacques DUPOYET

## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

**Projet : Une plateforme de coordination et de mutualisation logement (FA 7 du Plan LDA de MTPM).**

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
€	70 000€	€

### a) Objectif(s):

Dans sa feuille de route et l'action 3 « *Assurer la coordination stratégique et opérationnelle des acteurs* », le SIAO doit favoriser la coordination de tous les acteurs pouvant concourir à l'accès au logement des publics précaires par :

- L'optimisation de l'action de la plateforme territoriale d'accompagnement (PTFA) sur le secteur de la Métropole (MTPM), qui permet la coordination des ressources pour traiter les situations complexes, et favorise le déploiement du Logement d'Abord (LDA)
- La consolidation de la coopération avec les bailleurs sociaux

Dans le cadre du PDALHPD et l'axe 1 *la fluidité des parcours* :

- Les coordinatrices sont identifiées comme pilotes opérationnels de l'action « Accélérer et coordonner l'accès au logement des personnes plus précaires » : avec 3 modalités d'action.
  - Coordination dédiée aux publics : cibler les freins et les besoins du public, mobiliser les personnes dans leur parcours
  - Coordination dédiée aux partenaires : promouvoir et sensibiliser les partenaires à la politique du logement d'abord, permettre des temps d'échange et de partage entre les différents partenaires sociaux et médico-sociaux de MTPM.
  - Observation ajustée à la métropole : analyser des indicateurs LDA définis en amont pour envisager des axes d'amélioration.
- La référente jeune est chargée d'identifier les besoins et développer une offre adaptée aux jeunes à faibles et sans ressource.

### b) Indicateurs:

#### 1. Indicateurs quantitatifs :

1. Nombre de PTFA
2. Nombre de formation LDA
3. Nombre de groupes de travail menés par le SIAO pour fédérer autour des enjeux LDA
4. Nombre de plateaux techniques
5. Nombre de personnes en file active
6. Nombre de fiches saisies par les partenaires via la fiche, et via le SI
7. Nombre de mesures d'accompagnement déclenchées

## 2. Indicateurs qualitatifs :

1. Etude des refus de logement social
2. Mise en œuvre du programme SynchrØ
3. Etude de la file active : typologie des ménages, type d'habitat, prescripteurs, ressources, etc.)
4. Mobilisation des partenaires présents aux PTFA

### c) Public(s) visé(s):

Le public du Plan Logement d'Abord métropolitain identifié est identique à celui du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Var (PDALHPD).

Le plan repose sur la définition générale du public cible, détaillée dans l'article 1 de la Loi Besson : « *toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité dans les conditions fixées [...], pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques* ».

L'article 4 de ladite loi établit des critères de priorités qui sont déclinées aux niveaux métropolitain et départemental, notamment les personnes et familles :

- Sans aucun logement,
- Menacées d'expulsion sans relogement,
- Hébergées ou logées temporairement,
- Exposées à des situations d'habitat indigne,
- Ainsi qu'à celles qui sont confrontées à un cumul de difficultés.

À l'échelle de la Métropole TPM et du Var, des publics qui rencontrent des difficultés particulières ont été identifiés. Plus particulièrement sur la Métropole, pour les profils ci-dessous, une volonté commune d'actions a émergé :

- Les jeunes isolés sans logement et sans ressources stables, notamment ceux sortant d'institutions (ASE, PJJ, détention)
- Les personnes à la rue – grande précarité
- Les personnes cumulant précarité économique et problématiques de santé, notamment les troubles de la santé mentale
- Les ménages défavorisés en perte d'autonomie (vieillesse, handicap)

### d) Localisation : quartier, commune(s), territoire métropolitain.

MTPM

### e) Moyens mis en œuvre : outils, démarche, etc.

- Formation-Pratiques inspirantes
- Enquêtes- Etude-Documentation sur le sujet
- Instances de travail et de coopération
- Co-construction des modalités de saisie et de fonctionnement de la PTFA, et des critères de définition des situations complexes.
- Instances de pilotage
- Création d'un observatoire

## ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

<b>CHARGES</b>	<b>Montant</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>Montant</b>
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		- METROPOLE	70000
Documentation		Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
<b>64- Charges de personnel</b>	70000	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	

		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
<b>CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES</b>		<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	70000	TOTAL	70000
<p><b>La subvention de...70000...€ représente .....100....% du total des produits :</b></p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

